

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1796

[2007/201401]

**24 AVRIL 2007. — Arrêté ministériel
définissant le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz et d'électricité**

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment les articles 34, 1^o, b, et 43, § 2, 1^o;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, modifié par le décret-programme du 18 décembre 2003, notamment les articles 32, 2^o, 36, § 1^{er}, 1^o, et 46;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la Commission locale d'avis de coupure, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, notamment, l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, notamment les articles 40 et 41;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, notamment l'article 45, § 7;

Vu la proposition de la CWaPE du 3 avril 2007,

Arrête :

Article 1^{er}. Le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure d'électricité statuant sur base de l'article 40 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, est défini à l'annexe I^{re} du présent arrêté.

Art. 2. Le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz statuant sur base de l'article 45, § 7, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, est défini à l'annexe II du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 24 avril 2007.

A. ANTOINE

ANNEXE I^{re}

Modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure d'électricité

Commune de

Commission locale d'avis de coupure de la fourniture minimale d'électricité

Rapport de la réunion du

| | |
|--|--|
| Composition de la Commission | |
| Mme ou M. | représentant désigné par le Conseil de l'action sociale, président |
| Mme ou M. | représentant assurant la guidance sociale énergétique |
| Mme ou M. | représentant le gestionnaire de réseau de distribution |
| | |
| Le secrétariat de la Commission est assuré par | |
| Client concerné | |
| Nom et prénom : | |
| Adresse : | |
| <input type="checkbox"/> Présent | |
| <input type="checkbox"/> Présent et assisté par | |
| (autre personne que l'assistant social assurant la guidance) | |
| <input type="checkbox"/> Absent mais représenté par | |
| (autre personne que l'assistant social assurant la guidance) | |
| <input type="checkbox"/> Absent | |
| Bilan de la situation | |
| La note justificative dont il ressort que la procédure en cas de non paiement a été entièrement appliquée (facture et mise en demeure relatives à la fourniture minimale garantie) a été fournie | <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON |
| Date du placement du compteur à budget |/...../..... |

| | |
|--|---|
| Durée de la fourniture minimale garantie (à compter du dernier rechargement en positif effectué) | mois |
| Etat des consommations sous limiteur de puissance : Consommations relevées <i>ou</i> Consommations estimées (uniquement dans le cas où le gestionnaire de réseau se trouve dans l'impossibilité d'accéder au compteur du client concerné) | kWh kWh estimés |
| Dette liée à la fourniture minimale garantie | € |
| Décomposition de la dette | |
| Dette relative à la fourniture minimale garantie d'électricité | € |
| Autres frais (à préciser) | € |
| Une demande a été introduite en date du auprès du Conseil de l'action sociale en vue d'une intervention du Fonds institué par la loi du 4 septembre 2002 | <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON |
| Au vu des éléments qui lui ont été communiqués et après délibération, la Commission locale d'avis de coupure décide : | |
| <input type="checkbox"/> d'autoriser le retrait de la fourniture minimale garantie au vu de la mauvaise volonté manifeste du client. Ce retrait s'effectuera au plus tôt cinq jours après la date de notification de l'avis de la commission. Le client pourra néanmoins bénéficier d'électricité moyennant rechargement de sa carte à pré-paiement sauf dans le cas où le client ne permet pas au gestionnaire de réseau d'avoir accès au compteur pour modifier la configuration; dans ce dernier cas le gestionnaire de réseau procédera à la suspension de la fourniture. | |
| <input type="checkbox"/> de ratifier l'accord négocié entre le client et le gestionnaire de réseau de distribution (GRD) avant la réunion de la CLAC, et, en cas de non respect de cet accord, d'autoriser le retrait de la fourniture minimale garantie. | |
| <input type="checkbox"/> d'accorder au client un plan de paiement pour la somme totale de € à raison de : <input type="checkbox"/> € en un versement unique sur le compte ... -..... -.. <input type="checkbox"/> et/ou <input type="checkbox"/> € par mois pendant mois à verser sur le compte ... -..... -.. et ce à partir du et pour le de chaque mois au plus tard. De même le client bénéficiera d'une guidance énergétique assurée par les services du C.P.A.S. Néanmoins s'il ne respecte pas le plan de paiement octroyé par la CLAC, le client verra sa fourniture minimale garantie en électricité interrompue. | |
| <input type="checkbox"/> d'accorder une remise de dettes de € au client relativement à sa fourniture minimale via l'intervention du Fonds Energie de la Région wallonne. La demande d'intervention sera introduite auprès de la DGTRE par le gestionnaire de réseau de distribution (GRD). Le client bénéficiera d'une guidance énergétique assurée par les services du C.P.A.S. | |
| <input type="checkbox"/> qu'il ne sera pas procédé au retrait de la fourniture minimale garantie : <input type="checkbox"/> vu le remboursement effectif de la dette liée à la fourniture minimale. <input type="checkbox"/> vu la décision favorable du Conseil de l'action sociale en date du pour intervention du Fonds institué par la loi du 4 septembre 1992 à raison de € <input type="checkbox"/> à la condition suspensive d'une intervention du Fonds institué par la loi du 4 septembre 1992 à raison de € suivant décision du Conseil de l'action sociale. A défaut d'intervention, le dossier sera réexaminé par la Commission locale d'avis de coupure (remplir le cadre suivant) | |
| <input type="checkbox"/> de se revoir le ou endéans : <input type="checkbox"/> dans le cas d'une décision défavorable du Conseil de l'action sociale pour intervention du Fonds institué par la loi du 4 septembre 1992 <input type="checkbox"/> dans le but d'assurer un suivi de l'évolution du dossier <input type="checkbox"/> parce que la note justificative dont il ressort que la procédure en cas de non paiement a été entièrement appliquée soit n'a pas été fournie, soit est incomplète. | |
| <input type="checkbox"/> Autre : | |
| <input type="checkbox"/> Recommandations éventuelles : | |
| Modalités de la guidance sociale énergétique : | |
| | |

| |
|--|
| Signature des membres de la Commission |
| Président |
| Personne chargée de la guidance énergétique |
| Représentant du Gestionnaire de réseau de distribution |
| Signature du client ou de la personne le représentant |
| |
| |

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 avril 2007 définissant le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz et d'électricité.

Namur, le 24 avril 2007.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ANNEXE II

Modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz

Commune de

Commission locale d'avis de coupure de gaz

Rapport de la réunion du

| |
|--|
| Composition de la Commission |
| Mme ou M., représentant désigné par le Conseil de l'action sociale, président |
| Mme ou M., représentant assurant la guidance sociale énergétique |
| Mme ou M., représentant le gestionnaire de réseau de distribution |
| |

| |
|---|
| Le secrétariat de la Commission est assuré par |
|---|

| |
|---|
| Client concerné |
| Nom et prénom : |
| Adresse : |
| <input type="checkbox"/> Présent |
| <input type="checkbox"/> Présent et assisté par (autre personne que l'assistant social assurant la guidance) |
| <input type="checkbox"/> Absent mais représenté par (autre personne que l'assistant social assurant la guidance) |
| <input type="checkbox"/> Absent |

| | |
|---|---|
| Bilan de la situation | |
| Client protégé repris par le gestionnaire de réseau de distribution (GRD) à la suite d'une situation de défaut de paiement auprès de son fournisseur : La note justificative dont il ressort que la procédure en cas de non paiement a été entièrement appliquée (facture et mise en demeure relatives aux livraisons de gaz par le gestionnaire de réseau de distribution) a été fournie | <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON |
| Client protégé alimenté à sa demande par le gestionnaire de réseau de distribution (GRD) : La note justificative dont il ressort que la procédure en cas de non paiement a été entièrement appliquée (rappel et mise en demeure) a été fournie | <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON |
| Date du dernier relevé d'index |/...../..... |
| Montant de la dette de gaz (vis-à-vis du gestionnaire de réseau de distribution) | € |
| Montant des factures d'acomptes impayées | € |

| | |
|---|---|
| Décomposition de la dette de gaz | |
| Dette relative aux consommations de gaz | € |
| Autres frais (à préciser) | € |
| Une demande a été introduite en date du auprès du Conseil de l'action sociale en vue d'une intervention du Fonds institué par la loi du 4 septembre 2002 | <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON |
| Au vu des éléments qui lui ont été communiqués et après délibération, la Commission locale d'avis de coupure décide : | |
| <input type="checkbox"/> d'autoriser la suspension de la fourniture de gaz. Cette suspension s'effectuera au plus tôt cinq jours après la date de notification de l'avis de la commission | |
| <input type="checkbox"/> de ratifier l'accord négocié entre le client et le gestionnaire de réseau de distribution (GRD) avant la réunion de la CLAC, et, en cas de non respect de cet accord, d'autoriser la suspension de la fourniture de gaz. | |
| <input type="checkbox"/> d'accorder au client un plan de paiement pour la somme totale de € à raison de : <input type="checkbox"/> € en un versement unique sur le compte... -..... -.. et/ou <input type="checkbox"/> € par mois pendant mois à verser sur le compte... -..... -.. et ce à partir du et pour le de chaque mois au plus tard. De même le client bénéficiera d'une guidance énergétique assurée par les services du C.P.A.S. Néanmoins s'il ne respecte pas le plan de paiement octroyé par la CLAC, le client verra sa fourniture de gaz effectivement interrompue. | |
| <input type="checkbox"/> qu'il ne sera pas procédé à la suspension de la fourniture de gaz : <input type="checkbox"/> vu le remboursement effectif de la dette liée à la fourniture de gaz. <input type="checkbox"/> vu la décision favorable du Conseil de l'action sociale en date du pour intervention du Fonds institué par la loi du 4 septembre 1992 à raison de € <input type="checkbox"/> à la condition suspensive d'une intervention du Fonds institué par la loi du 4 septembre 1992, à raison de € suivant décision du Conseil de l'action sociale. A défaut d'intervention, le dossier sera réexaminé par la Commission locale d'avis de coupure (remplir le cadre suivant) | |
| <input type="checkbox"/> de se revoir le ou endéans : <input type="checkbox"/> dans le cas d'une décision défavorable du Conseil de l'action sociale pour intervention du Fonds institué par la loi du 4 septembre 1992 <input type="checkbox"/> dans le but d'assurer un suivi de l'évolution du dossier <input type="checkbox"/> parce que la note justificative, dont il ressort que la procédure en cas de non paiement a été entièrement appliquée, soit n'a pas été fournie, soit est incomplète. | |
| <input type="checkbox"/> Autre : | |
| <input type="checkbox"/> Recommandations éventuelles : | |
| Modalités de la guidance sociale énergétique : | |
| | |
| Signature des membres de la Commission | |
| Président | |
| Personne chargée de la guidance sociale énergétique | |
| Représentant du Gestionnaire de réseau de distribution | |
| Signature du client ou de la personne le représentant | |

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 avril 2007 définissant le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz et d'électricité.

Namur, le 24 avril 2007.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 1796

[2007/201401]

24. APRIL 2007 — Ministerialerlass zur Festlegung des Musters für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gas- und Stromsperrung.

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere der Artikel 34 1°, b, und 43 § 2 1°;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, abgeändert durch das Programmdekret vom 18. Dezember 2003, insbesondere der Artikel 32 2°, 36 § 1 1°, und 46;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung, abgeändert durch den Erlass vom 6. Dezember 2006, insbesondere Artikel 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, insbesondere Artikel 40 und 41;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, insbesondere des Artikels 45 § 7;

Aufgrund des Vorschlags der "Commission wallonne pour l'énergie" ("CWaPE") vom 3. April 2007,

Beschließt:

Artikel 1 - Das Muster für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung, deren Entscheidungen in Anwendung von Artikel 40 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt getroffen werden, wird in der Anlage I zum vorliegenden Erlass festgelegt.

Art. 2 - Das Muster für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gassperrung, deren Entscheidungen in Anwendung von Artikel 45 § 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt getroffen werden, wird in der Anlage II zum vorliegenden Erlass festgelegt.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 24. April 2007

A. ANTOINE

ANLAGE I

Muster für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung

Gemeinde

Lokale Kommission für die Begutachtung der Sperrung der minimalen Elektrizitätsliefermenge

Bericht der Versammlung vom

| |
|---|
| Zusammensetzung der Kommission |
| Frau oder Herr, vom Sozialhilferat bezeichneter Vertreter, Vorsitzende(r) |
| Frau oder Herr, Vertreter für die soziale Energiebetreuung |
| Frau oder Herr, Vertreter des Betreibers des Verteilernetzes |
| Die Schriftführung der Kommission wird von übernommen. |
| Kunde |
| Name und Vorname: |
| Anschrift: |
| <input type="checkbox"/> Anwesend: |
| <input type="checkbox"/> Anwesend mit Beistand von (einer anderen Person als der Sozialassistent für die Energiebetreuung) |
| <input type="checkbox"/> Abwesend aber vertreten durch (eine andere Person als der Sozialassistent für die Energiebetreuung) |
| <input type="checkbox"/> Abwesend |

| | |
|--|---|
| Übersicht der Lage | |
| Die begründete Mitteilung, aus der sich ergibt, dass das Verfahren im Falle einer Nichtzahlung vollständig angewandt worden ist (Rechnung und Zahlungsaufforderung bezüglich der garantierten minimalen Liefermenge), wurde übermittelt | <input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEIN |
| Datum der Installation des Budgetzählers |/...../..... |
| Dauer der garantierten minimalen Liefermenge (ab der zuletzt durchgeführten positiven Wiederaufladung) | Monate |
| Verbrauchsstand mit dem Leistungsbegrenzer : Festgestellte Verbrauchszahlen: <i>oder</i> Veranschlagte Verbrauchsdaten (nur wenn der Netzbetreiber keinen Zugang zum Zähler des betroffenen Kunden hat) | ... kWh ... veranschlagte kWh |
| Schuld bezüglich der garantierten minimalen Liefermenge | € |
| Zusammensetzung der Schuld | |
| Schuld bezüglich der garantierten minimalen Liefermenge | € |
| Sonstige Kosten (bitte näher angeben) | € |
| Ein Antrag ist am beim Sozialhilferat eingereicht worden, um eine Beihilfe des durch das Gesetz vom 4. September 2002 eingerichteten Fonds zu erhalten | |
| <input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEIN | |
| Aufgrund der ihr mitgeteilten Elemente und nach Beratung beschließt die lokale Kommission für die Stromsperrung: | |
| <input type="checkbox"/> dass die garantierte minimale Liefermenge aufgrund des offensichtlichen schlechten Willens des Kunden zurückgezogen wird. Dieser Entzug findet spätestens fünf Tage nach dem Datum der Zustellung des Gutachtens der Kommission statt. Dem Kunden kann jedoch weiterhin Strom zugeliefert werden, unter der Voraussetzung, dass er seine Vorauszahlungskarte wiederauflädt, es sei denn der Kunde erlaubt dem Netzbetreiber keinen Zugang zum Zähler zur Änderung der Konfiguration; in letzterem Fall wird der Netzbetreiber die Stromlieferung unterbrechen. | |
| <input type="checkbox"/> dass die vor der Versammlung der Kommission getroffene Vereinbarung zwischen dem Kunden und dem Betreiber des Verteilernetzes (GRD) bestätigt wird. Falls diese Vereinbarung jedoch nicht beachtet wird, darf die garantierte minimale Liefermenge zurückgezogen werden. | |
| <input type="checkbox"/> dass dem Kunden ein Zahlungsplan für einen Gesamtbetrag in Höhe von € gewährt wird, der wie folgt durchzuführen ist: <input type="checkbox"/> € in einer einzigen Zahlung auf das Konto ... -..... -. und/oder <input type="checkbox"/> € jeden Monat während Monaten durch Zahlung auf das Konto ... -..... -, dies ab dem, und spätestens bis zum jedes Monats. Zudem darf der Kunde eine Energiebetreuung durch die Dienste des ÖSHZ in Anspruch nehmen. Wenn er den von der Kommission gewährten Zahlungsplan jedoch nicht beachtet, wird die Lieferung der garantierten minimalen Liefermenge unterbrochen. | |
| <input type="checkbox"/> dass dem Kunden in Verbindung mit seiner minimalen Liefermenge ein Schuldenerlass in Höhe von € gewährt wird, dank der Beteiligung des Energiefonds der Wallonischen Region. Der Beteiligungsantrag wird vom Betreiber des Verteilernetzes (GRD) bei der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie eingereicht. Der Kunde wird eine Energiebetreuung durch die Dienste des ÖSHZ in Anspruch nehmen können. | |
| <input type="checkbox"/> dass die garantierte minimale Liefermenge nicht zurückgezogen wird: <input type="checkbox"/> wegen der erfolgten Rückzahlung der mit der minimalen Liefermenge verbundenen Schuld. <input type="checkbox"/> wegen der günstigen Entscheidung des Sozialhilferats am im Hinblick auf die Beteiligung des durch das Gesetz vom 4. September 1992 eingerichteten Fonds für einen Betrag in Höhe von € <input type="checkbox"/> unter der aufhebenden Bedingung einer Beteiligung des durch das Gesetz vom 4. September 1992 eingerichteten Fonds für einen Betrag in Höhe von € im Anschluss an einen Beschluss des Sozialhilferats. Mangels einer Beteiligung wird die Akte nochmals von der lokalen Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung untersucht (in diesem Fall muss das nachstehende Feld ausgefüllt werden). | |
| <input type="checkbox"/> dass eine neue Versammlung am oder innerhalb von stattfinden wird: <input type="checkbox"/> im Falle einer ungünstigen Entscheidung des Sozialhilferats im Hinblick auf eine Beteiligung des durch das Gesetz vom 4. September 1992 eingerichteten Fonds <input type="checkbox"/> um die Weiterentwicklung der Akte zu überprüfen <input type="checkbox"/> weil die begründete Mitteilung, aus der sich ergibt, dass das Verfahren im Falle einer Nichtzahlung vollständig angewandt worden ist, entweder nicht übermittelt wurde, oder unvollständig ist. | |
| <input type="checkbox"/> Sonstiges: | |
| <input type="checkbox"/> Eventuelle Empfehlungen: | |

| |
|---|
| Durchführungsbestimmungen der sozialen Energiebetreuung: |
| |
| Unterschrift der Mitglieder der Kommission |
| |
| Der/die Vorsitzende |
| |
| Die mit der Energiebetreuung beauftragte Person |
| |
| Der Vertreter des Betreibers des Verteilernetzes |
| |
| Unterschrift des Kunden oder seines Vertreters |
| |

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. April 2007 zur Festlegung des Musters für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gas- und Stromsperrung als Anlage beigefügt zu werden
 Namur, den 24. April 2007

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
 A. ANTOINE

—————
 ANLAGE II

Muster für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gassperrung
 Gemeinde
 Lokale Kommission für die Begutachtung der Gassperrung
 Bericht der Versammlung vom

| |
|---|
| Zusammensetzung der Kommission |
| Frau oder Herr, vom Sozialhilferat bezeichneter Vertreter, Vorsitzende(r) |
| Frau oder Herr, Vertreter für die soziale Energiebetreuung |
| Frau oder Herr, Vertreter des Betreibers des Verteilernetzes |
| |

Die Schriftführung der Kommission wird von)übernommen

| |
|---|
| Kunde |
| Name und Vorname: |
| Anschrift: |
| <input type="checkbox"/> Anwesend: |
| <input type="checkbox"/> Anwesend mit Beistand von (einer anderen Person als der Sozialassistent für die Energiebetreuung) |
| <input type="checkbox"/> Abwesend aber vertreten durch (eine andere Person als der Sozialassistent für die Energiebetreuung) |
| <input type="checkbox"/> Abwesend |

| | |
|---|---|
| Übersicht der Lage | |
| Vom Betreiber des Verteilernetzes (GRD) anschließend an die Nichtzahlung an den Gasversorger zurückgenommener geschützter Kunde: Die begründete Mitteilung, aus der sich ergibt, dass das Verfahren im Falle einer Nichtzahlung vollständig angewandt worden ist (Rechnung und Zahlungsaufforderung bezüglich der Gaslieferungen durch den Betreiber des Verteilernetzes), wurde übermittelt. | <input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEIN |
| Geschützter Kunde, der auf seinen Antrag hin vom Betreiber des Verteilernetzes (GRD) versorgt wird: Die begründete Mitteilung, aus der sich ergibt, dass das Verfahren im Falle einer Nichtzahlung vollständig angewandt worden ist (Mahnung und Zahlungsaufforderung), wurde übermittelt | <input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEIN |
| Datum des letzten Zählerablesens |/...../..... |

| | |
|---|---|
| Betrag der Gasschuld (gegenüber dem Betreiber des Verteilernetzes) | € |
| Betrag der ungezahlten Anzahlungsrechnungen | € |
| Zusammensetzung der Gasschuld | |
| Schuld in Zusammenhang mit dem Gasverbrauch | € |
| Sonstige Kosten (bitte näher angeben) | € |
| Ein Antrag ist am beim Sozialhilferat eingereicht worden, um eine Beihilfe des durch das Gesetz vom 4. September 2002 eingerichteten Fonds zu erhalten | <input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEIN |
| Aufgrund der ihr mitgeteilten Elemente und nach Beratung beschließt die lokale Kommission für die Stromsperrung: | |
| <input type="checkbox"/> dass die Einstellung der Gaslieferung genehmigt wird. Diese Einstellung der Lieferung findet spätestens fünf Tage nach dem Datum der Zustellung des Gutachtens der Kommission statt. | |
| <input type="checkbox"/> dass die vor der Versammlung der Kommission getroffene Vereinbarung zwischen dem Kunden und dem Betreiber des Verteilernetzes (GRD) bestätigt wird. Falls diese Vereinbarung jedoch nicht beachtet wird, darf die Gaslieferung eingestellt werden. | |
| <input type="checkbox"/> dass dem Kunden ein Zahlungsplan für einen Gesamtbetrag in Höhe von € gewährt wird, der wie folgt durchzuführen ist : <input type="checkbox"/> € in einer einzigen Zahlung auf das Konto... -..... -.. und/oder <input type="checkbox"/> € jeden Monat während Monaten durch Zahlung auf das Konto ... -..... -, dies ab dem, und spätestens bis zum jedes Monats. Zudem darf der Kunde eine Energiebetreuung durch die Dienste des ÖSHZ in Anspruch nehmen. Wenn er den von der Kommission gewährte Zahlungsplan jedoch nicht beachtet, wird die Gaslieferung tatsächlich unterbrochen. | |
| <input type="checkbox"/> dass die Gaslieferung nicht eingestellt wird : <input type="checkbox"/> wegen der erfolgten Rückzahlung der mit der Gaslieferung verbundenen Schuld. <input type="checkbox"/> wegen der günstigen Entscheidung des Sozialhilferats am im Hinblick auf die Beteiligung des durch das Gesetz vom 4. September 1992 eingerichteten Fonds für einen Betrag in Höhe von € <input type="checkbox"/> unter der aufhebenden Bedingung einer Beteiligung des durch das Gesetz vom 4-09-1992 eingerichteten Fonds für einen Betrag in Höhe von € im Anschluss an einen Beschluss des Sozialhilferats. Mangels einer Beteiligung wird die Akte nochmals von der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gassperrung untersucht (in diesem Fall muss das nachstehende Feld ausgefüllt werden) | |
| <input type="checkbox"/> dass eine neue Versammlung am oder innerhalb von stattfinden wird : <input type="checkbox"/> im Falle einer ungünstigen Entscheidung des Sozialhilferats im Hinblick auf eine Beteiligung des durch das Gesetz vom 4. September 1992 eingerichteten Fonds <input type="checkbox"/> um die Weiterentwicklung der Akte zu überprüfen <input type="checkbox"/> weil die begründete Mitteilung, aus der sich ergibt, dass das Verfahren im Falle einer Nichtzahlung vollständig angewandt worden ist, entweder nicht übermittelt wurde, oder unvollständig ist. | |
| <input type="checkbox"/> Sonstiges: | |
| <input type="checkbox"/> Eventuelle Empfehlungen: | |
| Durchführungsbestimmungen der sozialen Energiebetreuung: | |
| Unterschrift der Mitglieder der Kommission | |
| Der/die Vorsitzende | |
| Die mit der Energiebetreuung beauftragte Person | |
| Der Vertreter des Betreibers des Verteilernetzes | |
| Unterschrift des Kunden oder seines Vertreters | |

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. April 2007 zur Festlegung des Musters für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gas- und Stromsperrung als Anlage beigefügt zu werden
Namur, den 24. April 2007

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2007 — 1796

[2007/201401]

24 APRIL 2007. — Ministerieel besluit tot bepaling van het model van vergaderingsverslag van de Plaatselijke Commissie inzake bericht van gas- en stroomonderbreking

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 34, 1^o, b, en 43, § 2, 1^o;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, gewijzigd bij het programmadecreet van 18 december 2003, inzonderheid op de artikelen 32, 2^o, 36, § 1, 1^o, en 46;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 40 en 41;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, inzonderheid op artikel 45, § 7;

Gelet op het voorstel van de Cwape van 3 april 2007,

Besluit :

Artikel 1. Het model van vergaderingsverslag van de Plaatselijke Commissie inzake bericht van stroomonderbreking, die beslist op grond van artikel 40 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, ligt vast in bijlage I bij dit besluit.

Art. 2. Het model van vergaderingsverslag van de Plaatselijke Commissie inzake bericht van gasonderbreking, die beslist op grond van artikel 45, § 7, van het besluit van de Waalse Regering van 7 maart 30 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, ligt vast in bijlage II bij dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Namen, 24 april 2007.

A. ANTOINE

BIJLAGE I

Model van vergaderingsverslag van de Plaatselijke Commissie inzake bericht van stroomonderbreking

Gemeente

Plaatselijke Commissie inzake bericht van onderbreking van de minimale stroomlevering

Verslag van de vergadering van

| | |
|--|--|
| Samenstelling van de Commissie | |
| Mevr. of de heer, vertegenwoordig(st)er aangewezen door de Raad van sociale actie, voorzitter | |
| Mevr. of de heer, vertegenwoordig(st)er die de sociale begeleiding inzake energie waarneemt | |
| Mevr. of de heer, die de distributienetbeheerder vertegenwoordigt | |
| | |
| Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door | |
| Betrokken afnemer | |
| Naam en voornaam : | |
| Adres : | |
| <input type="checkbox"/> Aanwezig | |
| <input type="checkbox"/> Aanwezig en bijgestaan door (andere persoon dan de maatschappelijk assistent die de begeleiding waarneemt) | |
| <input type="checkbox"/> Afwezig maar vertegenwoordigd door (andere persoon dan de maatschappelijk assistent die de begeleiding waarneemt) | |
| <input type="checkbox"/> Afwezig | |
| Balans van de toestand | |
| De verantwoordingsnota waaruit blijkt dat de procedure in geval van wanbetaling volledig is toegepast (factuur en ingebrekestelling betreffende de gewaarborgde minimale levering) werd overgelegd | <input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEE |
| Datum van de plaatsing van de budgetmeter |/...../..... |
| Duur van de gewaarborgde minimale levering (te rekenen van de laatste heroplading in positieve stand) | maand |

| | |
|--|--|
| Stand van de verbruiken onder vermogensbeperker : Opgemeten verbruiken <i>of</i> Geraamde verbruiken (alleen wanneer de netbeheerder geen toegang heeft tot de meter van betrokken afnemer) | kWh geraamde kWh |
| Schuld i.v.m. de gewaarborgde minimale levering | € |
| Analyse van de schuld | |
| Schuld i.v.m. de gewaarborgde minimale stroomlevering | € |
| Overige kosten (nader bepalen) | € |
| Een aanvraag werd op bij de Raad van sociale actie ingediend met het oog op een tegemoetkoming van het Fonds ingesteld bij de wet van 4 september 2002 | <input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEE |
| Op grond van de gegevens die haar zijn overgemaakt en na beraadslaging beslist de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking : | |
| <input type="checkbox"/> toestemming te geven voor de opschorting van de gewaarborgde minimale levering gezien de manifeste slechte wil van de afnemer. Deze opschorting zal ten vroegste vijf dagen na de datum van kennisgeving van het bericht van de commissie doorgevoerd worden. De afnemer kan evenwel elektriciteit ontvangen mits heroplading van zijn prepaykaart, behalve als de netbeheerder geen toegang tot de meter krijgt om de configuratie te wijzigen; in dit geval zal de netbeheerder de levering opschorten. | |
| <input type="checkbox"/> de overeenkomst tussen de afnemer en de distributienetbeheerder (GRD) vóór haar vergadering goed te keuren en, bij niet naleving van die overeenkomst, toestemming te geven voor de opschorting van de gewaarborgde minimale levering. | |
| <input type="checkbox"/> de afnemer een afbetalingsplan toe te staan voor de totale som van € naar rato van : <input type="checkbox"/> € in één enkele storting op de rekening ... -..... -.. en/of <input type="checkbox"/> € per maand gedurende maanden, te storten op de rekening ... -..... -.. vanaf en uiterlijk van elke maand. De afnemer komt ook in aanmerking voor een begeleiding inzake energie die waargenomen wordt door de diensten van het Ocmw. Als de afnemer het door de CLAC toegestane afbetalingsplan niet naleeft, dan wordt zijn gewaarborgde minimale stroomlevering onderbroken. | |
| <input type="checkbox"/> een kwijtschelding van..... € aan de afnemer toe te staan naar gelang van zijn minimale levering via de tegemoetkoming van het "Fonds Energie de la Région wallonne". De aanvraag tot tegemoetkoming wordt door de distributienetbeheerder (GRD) bij de DGTRE ingediend. De afnemer zal in aanmerking komen voor een begeleiding inzake energie die waargenomen wordt door de diensten van het O.C.M.W. | |
| <input type="checkbox"/> dat de gewaarborgde minimale levering niet opgeschort zal worden : <input type="checkbox"/> gezien de effectieve afbetaling van de schuld i.v.m. de minimale levering <input type="checkbox"/> gezien de gunstige beslissing van de Raad van sociale actie van wat betreft de tegemoetkoming van het bij wet van 4 september 1992 ingestelde Fonds naar rato van € <input type="checkbox"/> onder de opschortende voorwaarde van een tegemoetkoming van het bij wet van 4 september 1992 ingestelde Fonds naar rato van € op grond van de beslissing van de Raad van sociale actie. Bij gebrek aan tegemoetkoming zal het dossier opnieuw behandeld worden door de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking (onderstaand vak invullen) | |
| <input type="checkbox"/> elkaar weer te zien op of binnen : <input type="checkbox"/> in het geval van een ongunstige beslissing van de Raad van sociale actie betreffende een tegemoetkoming van het Fonds ingesteld bij de Wet van 4 september 1992 <input type="checkbox"/> om te zorgen voor de opvolging van de evolutie van het dossier <input type="checkbox"/> omdat de verantwoordingsnota waaruit blijkt dat de procedure in geval van wanbetaling volledig is toegepast, hetzij niet overgemaakt werd, hetzij onvolledig is. | |
| <input type="checkbox"/> Andere : | |
| <input type="checkbox"/> Eventuele aanbevelingen : | |
| Modaliteiten voor de sociale begeleiding inzake energie : | |
| | |
| Handtekening van de leden van de Commissie | |
| | |
| Voorzitter | |
| | |

| |
|---|
| Persoon belast met de begeleiding inzake energie |
| |
| Vertegenwoordiger van de distributienetbeheerder |
| |
| Handtekening van de afnemer of van de persoon die hem vertegenwoordigt |
| |

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 april 2007 tot bepaling van het model van vergaderingsverslag van de Plaatselijke Commissie inzake bericht van gas- en stroomonderbreking
Namen, 24 april 2007.

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

BIJLAGE II

Model van vergaderingsverslag van de Plaatselijke Commissie inzake bericht van gasonderbreking

Gemeente

Plaatselijke Commissie inzake bericht van gasonderbreking

Verslag van de vergadering van

| | |
|---|--|
| Samenstelling van de Commissie | |
| Mevr. of de heer, vertegenwoordig(st)er aangewezen door de Raad van sociale actie, voorzitter | |
| Mevr. of de heer, vertegenwoordig(st)er die de sociale begeleiding inzake energie waarneemt | |
| Mevr. of de heer, die de distributienetbeheerder vertegenwoordigt | |
| Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door | |
| Betrokken afnemer | |
| Naam en voornaam : | |
| Adres : | |
| <input type="checkbox"/> Aanwezig | |
| <input type="checkbox"/> Aanwezig en bijgestaan door, (andere persoon dan de maatschappelijk assistent die de begeleiding waarneemt) | |
| <input type="checkbox"/> Afwezig maar vertegenwoordigd door, (andere persoon dan de maatschappelijk assistent die de begeleiding waarneemt) | |
| <input type="checkbox"/> Afwezig | |
| Balans van de toestand | |
| Beschermde afnemer overgenomen door de distributienetbeheerder (GRD) ingevolge een wanbetalingstoestand bij diens leverancier : De verantwoordingsnota waaruit blijkt dat de procedure in geval van wanbetaling volledig is toegepast, (factuur en ingebrekestelling betreffende de gasleveringen door de distributienetbeheerder) werd overgelegd. | <input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEE |
| Beschermde afnemer die op eigen verzoek door de distributienetbeheerder (GRD) bevoorrad wordt : De verantwoordingsnota waaruit blijkt dat de procedure in geval van wanbetaling volledig is toegepast, (factuur en ingebrekestelling betreffende de gewaarborgde minimale levering) werd overgelegd. | <input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEE |
| Datum van de laatste indexmeting |/...../..... |
| Bedrag van de gasschuld (jegens de distributienetbeheerder) | € |
| Bedrag van de onbetaalde voorschotfacturen | € |

| | |
|--|---------|
| Analyse van de gasschuld | |
| Schuld i.v.m. de gasverbruiken | € |
| Overige kosten (nader bepalen) | € |
| Een aanvraag is op bij de Raad van sociale actie ingediend met het oog op een tegemoetkoming van het Fonds ingesteld bij de wet van 4 september 2002 | |
| <input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEE | |
| Op grond van de gegevens die haar zijn overgemaakt en na beraadslaging beslist de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking : | |
| <input type="checkbox"/> toestemming te geven voor de opschorting van de gaslevering. Deze opschorting zal ten vroegste vijf dagen na de datum van kennisgeving van het bericht van de commissie doorgevoerd worden. | |
| <input type="checkbox"/> de overeenkomst tussen de afnemer en de distributienetbeheerder (GRD) vóór haar vergadering goed te keuren en, bij niet naleving van die overeenkomst, toestemming te geven voor de opschorting van de gaslevering. | |
| <input type="checkbox"/> de afnemer een afbetalingsplan toe te staan voor de totale som van € naar rato van : <input type="checkbox"/> € in één enkele storting op de rekening... -..... -.. en/of <input type="checkbox"/> € per maand gedurende maanden, te storten op de rekening... -..... -.. vanaf en uiterlijk van elke maand. De afnemer komt ook in aanmerking voor een begeleiding inzake energie die waargenomen wordt door de diensten van het Ocmw. Als de afnemer het door de CLAC toegestane afbetalingsplan niet naleeft, dan wordt zijn gaslevering onderbroken. | |
| <input type="checkbox"/> dat de gaslevering niet opgeschort wordt : <input type="checkbox"/> gezien de effectieve afbetaling van de schuld i.v.m. de gaslevering <input type="checkbox"/> gezien de gunstige beslissing van de Raad van sociale actie van wat betreft de tegemoetkoming van het bij wet van 4 september 1992 ingestelde Fonds naar rato van € <input type="checkbox"/> onder de opschortende voorwaarde van een tegemoetkoming van het bij wet van 4 september 1992 ingestelde Fonds naar rato van € op grond van de beslissing van de Raad van sociale actie. Bij gebrek aan tegemoetkoming zal het dossier opnieuw behandeld worden door de Plaatselijke Commissie inzake bericht van onderbreking (onderstaand vak invullen) | |
| <input type="checkbox"/> elkaar weer te zien op of binnen : <input type="checkbox"/> in het geval van een ongunstige beslissing van de Raad van sociale actie betreffende een tegemoetkoming van het Fonds ingesteld bij de wet van 4 september 1992 <input type="checkbox"/> om te zorgen voor de opvolging van de evolutie van het dossier <input type="checkbox"/> omdat de verantwoordingsnota waaruit blijkt dat de procedure in geval van wanbetaling volledig is toegepast, hetzij niet overgemaakt werd, hetzij onvolledig is. | |
| <input type="checkbox"/> Andere : | |
| <input type="checkbox"/> Eventuele aanbevelingen : | |
| Modaliteiten voor de sociale begeleiding inzake energie : | |
| | |
| Handtekening van de leden van de Commissie | |
| Voorzitter | |
| Persoon belast met de sociale begeleiding inzake energie | |
| Vertegenwoordiger van de distributienetbeheerder | |
| Handtekening van de afnemer of van de persoon die hem vertegenwoordigt | |

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 april 2007 tot bepaling van het model van vergaderingsverslag van de Plaatselijke Commissie inzake bericht van gas- en stroomonderbreking
Namen, 24 april 2007.

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE